

Les Dilemmes de Politique Economique en Pays Sous-Développé

Mars 1994
(pdf version December 2000)

Albert Ondo Ossa
Professeur Agrégé
Faculté des sciences économiques
Université de Libreville
B.P. 13.862
Libreville, Gabon
Téléphone: (241) 73-42-22

Abstract

Structural adjustment programs in Africa pose complex choices regarding the appropriate path to sustainable reforms. The most common critique of classic structural adjustment programs is that they are built around a near universally standard model with little regard to local institutional variations, that they are imposed at a rate that is inconsistent with local institutional capacity, and that primary emphasis is given to the monitoring of internal target variables to the neglect of external factors. Building on the theoretical framework of Tinbergen and Mundell and Fleming, this paper demonstrates that only through a generalized model that takes into account monetary, fiscal, internal, and external factors can one readily devise the most appropriate path to sustainable adjustment. Tinbergen's contribution is the principle of policy coherence, which is that the number of targets must have at least as many instruments as objectives. A corollary principle is that there must be equal consistency between the behavioral structure of the policy variables and the time frame in which they are to be applied.

Technical Assistance in the preparation of the current version of this document has been provided by Claudia Mocanasu, graduate assistant in the Department of Economics and Finance of the School of Business, Montclair State University.

Introduction

Les politiques de stabilisation sont généralement empiriques, en ce sens que les gouvernants fondent beaucoup plus leurs décisions sur l'expérience passée et sur des a priori que sur des raisonnements théoriques¹. Toutefois, la maîtrise des mécanismes de politique économique, ainsi que la connaissance de la portée réelle des instruments utilisés apparaissent nécessaires. Aussi passe-t-on de la description superficielle à une analyse théorique profonde, même s'il n'existe pas aujourd'hui de consensus théorique entre les économistes sur la formation des conjonctures.

Les discussions à ce sujet sont d'une extrême complexité. Les divers courants de pensée, nous expliquent Alphantery et Delsupehe, recourent à «une argumentation compliquée dont la portée ne peut être appréciée que dans une vision d'ensemble des mécanismes de la conjoncture»².

La controverse porte notamment sur le choix des instruments de la politique de stabilisation en vue d'une plus grande efficacité. Un choix qui passe généralement par des arbitrages entre types d'objectifs et types d'instruments. Ce choix est crucial, surtout pour les pays qui, engagés depuis les années 80 dans des Programmes d'Ajustement Structurel (P.A.S), souffrent toujours d'une absence de développement³. C'est le cas notamment des pays africains au sud du Sahara à qui les PAS recommandent des objectifs de court terme et de moyen terme précis.

Face à ces différents objectifs, des politiques économiques ont été initiées sous l'instigation du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. Malheureusement, ces politiques ont donné des résultats mitigés⁴. Et de ce fait, les PAS sont l'objet de nombreuses reuses critiques. Nous en retiendrons trois principales⁵: a. La première concerne leur inadéquation aux spécificités structurelles africaines. On cite à cet égard l'absence de marché qui rend toute tentative de régulation par les seuls prix inopérante et à la limite destructrice; b. La seconde a trait à la rapidité que le FMI exige dans la mise en oeuvre des réformes; c. La troisième enfin porte sur l'attention

¹ La politique économique est qualifiée de politique de stabilisation parce qu'elle est très souvent réduite à son socle étroit, celui de la stabilisation conjoncturelle.

² Alphantery et Delsupehe, *Les politiques de stabilisation*, PUF, Paris, 1974, pp.14-15.

³ Entre 1979 et 1989, 38 programmes d'ajustement structurel avaient été mis en place dans les seuls pays africains. Voir: Xavier Greffe, *Politique Economique*, Economica, 2ème édition. Paris, 1991. p.261.

⁴ Sur 248 observations effectuées sur 33 pays par Zulu et Nsouli, 123 en gros indiquent un succès ou une amélioration, soit environ 50 %.

⁵ On reproche globalement au FMI de ne pas tenir compte des conséquences sociales et politiques des mesures préconisées. Voir: J.M. Fontaine, "Diagnostics et remèdes proposés par le FMI", *Revue Tiers Monde*, n°117, janvier-mars 1989.

prioritairement accordée à la surveillance des flux internes. Ce qui se traduit par une méconnaissance du rôle que doivent jouer les banques centrales dans le financement des projets déficitaires et dans la surveillance des flux monétaires internes.

L'objet de ce travail est donc de montrer que l'échec des PAS tient autant à leur inadéquation qu'à une mauvaise affectation des politiques aux objectifs, qui a débouché sur des dilemmes souvent inextricables. Aussi prendrons-nous appui d'une part sur le théorème de Tinbergen, d'autre part sur le modèle théorique de Mundell-Fleming qui, trente ans après son exposition, reste le seul cadre d'appréciation de l'efficacité conjoncturelle des politiques économiques^{6 7}.

Le théorème de Tinbergen ou principe de cohérence, établit qu'une politique économique à objectifs fixés doit avoir au moins autant d'instruments que d'objectifs. La règle de Mundell, appelée également principe d'efficacité, prescrit qu'une «politique économique à objectifs fixés doit utiliser chaque instrument pour réaliser l'objectif au regard duquel il possède, par rapport aux instruments, un avantage comparatif»⁸.

C'est à la lumière de ces deux principes - qui, à l'intérieur d'un certain cadre d'analyse, constituent des normes - que nous montrerons dans un premier temps que les PAS mis en oeuvre dans les pays africains au sud du Sahara conduisent inévitablement à des dilemmes. Nous verrons dans un second temps comment contourner ces dilemmes et permettre à ces pays de s'engager résolument dans un processus de développement harmonieux.

2. Les politiques initiées dans le cadre des PAS comme source des dilemmes

Les dilemmes auxquels conduisent les PAS dans les pays africains procèdent, nous semble-t-il, des objectifs retenus qui sont mal ordonnés d'une part, d'une affectation non rationnelle des instruments aux objectifs d'autre part.

2.1- Des objectifs de politique économique mal ordonnés.

⁶ Voir: - J.M. Fleming, "Domestic Financial Policies under Fixed and under Floating Exchange Rates", *IMF Staff Papers*, XI, novembre, 1962, pp.369-380, et R Mundell, *International Economics*. Macmillan, New York 1968.

⁷ La prise en compte des développements récents de ce modèle ne modifie pas fondamentalement les résultats auxquels il conduit. On retient essentiellement deux types de développements. Le premier concerne l'intégration des mouvements de prix (on suppose que le prix interne croît avec la demande et avec la dépréciation du taux de change à cause de l'inflation importée). Le second développement consiste, à la suite des travaux de Dornbush, à intégrer les anticipations de changes. Voir: P. Artus, "Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire", *Revue Française d'Economie*, Vol IV, 1989, pp. 27-28.

⁸ Voir: De Boissieu, *Principes de politique économique*, Economica, Paris. 1980, p.3.

«La politique économique consiste, selon Tinbergen, dans la manipulation délibérée d'un certain nombre de moyens mis en oeuvre pour atteindre certaines fins»⁹. Aussi distingue-t-on finalités et objectifs de la politique économique.

Les finalités sont des motivations fondamentales et généralement qualitatives de la politique économique. Elles ne deviennent des objectifs que lorsqu'elles sont représentées, explique De Boissieu, par «des grandeurs susceptibles d'une quantification absolue (c'est-à-dire cardinale) ou au moins d'une mesure ordinales»¹⁰.

On retient alors trois catégories de variables-objectifs:

1. Les objectifs économiques purs, tels que le plein-emploi et la stabilité des prix pour le court terme, la croissance et la redistribution des revenus pour le moyenlong terme;
2. Les objectifs sociaux : sécurité interne et externe, éducation, santé...;
3. Les quasi-objectifs : l'équilibre des paiements extérieurs, la promotion de la division internationale du travail et la hausse des taux d'investissement.

Ces divers objectifs sont combinés de telle sorte que toute la politique économique d'un pays se conçoit désormais à partir du "carré magique de Kaldor", autrement dit des quatre objectifs suivants, classés selon un ordre lexicologique¹¹: le plein-emploi, l'équilibre extérieur, la croissance, la stabilité des prix. Cependant, les PAS mis en oeuvre dans les pays africains au sud du Sahara, retiennent principalement deux ensembles d'objectifs - conjoncturels et structurels -étroitement liés à l'esprit du FMI¹²: a. les équilibres macroéconomiques de court et de moyen terme; b. les conditions d'une croissance de moyen long terme, compte tenu des modifications subies par l'environnement international.

Ces objectifs procèdent essentiellement, dans la logique du FMI, des problèmes de paiements extérieurs que connaissent ces pays depuis le début des années 80 et qui relèvent des déséquilibres internes. Ils enregistrent en effet des déficits importants de leurs balances courantes, très souvent liés à des déficits budgétaires importants et à un endettement excessif. C'est alors qu'apparaît, à la suite du ralentissement de leurs activités

⁹ J. Tinbergen, *Techniques modernes de la politique économique*, Dunod, Paris, 1961, p.6.

¹⁰ De Boissieu, *op cit.*, p.35.

¹¹ *ibid*, p. 40.

¹² Voir: Institut du FMI, *Programmation Financière*, Vol I et II, Séminaire sur la programmation financière, Libreville, 19 au 20 juin 1989, Et J.M. Fontaine, "Diagnostic et remèdes proposés par le FMI", *Revue Tiers Monde*, n° 117, janvier-mars 1989.

provoqué par la contraction de leurs recettes d'exportation, un chômage croissant qui appauvrit dangereusement les populations.

Selon le FMI, trois déséquilibres prédominent donc dans ces pays : le déficit extérieur, l'inflation et le chômage. Et la hiérarchie prescrite par le FMI entre ces objectifs donne la priorité à la réalisation de l'équilibre des paiements extérieurs qui passe principalement par le contrôle des déséquilibres publics d'une part, le désengagement de l'Etat d'autre part¹³.

Cette hiérarchie est source de dilemmes car les PAS devraient prioritairement viser les objectifs de plein-emploi et de stabilité des prix - objectifs économiques purs - qui affectent directement le bien-être et concernent l'homme de la rue. Ils devraient par ailleurs solutionner le problème fondamental de ces pays : celui de l'intégration de leur ressources dans un processus de développement économique. Ce qui revient à favoriser l'absorption de l'épargne - et surtout son absorption par l'investissement - dans des conditions acceptables, autrement dit sans création de l'épargne forcée.

Il s'agit à cet égard, comme le précise Xavier Greffe, «de générer l'accumulation, d'éliminer les goulots d'étranglement, d'éradiquer un chômage structurel, et cela alors même que le marché est faiblement efficace, les revenus distribués de manière inégale, les bénéfices et les coûts sociaux différents des bénéfices et des coûts privés»¹⁴.

La spécificité de la politique économique dans les pays en développement est donc d'assurer un niveau substantiel d'investissement, à même de satisfaire la consommation des populations en biens essentiels, car les déséquilibres auxquels s'attaquent les PAS procèdent principalement de l'absence de développement, autrement dit du manque d'ajustement entre épargne et investissement. Si le niveau auquel se réalise cet ajustement est important, essentiel est surtout la manière dont il se réalise qui conditionne réellement le processus de croissance.

Le FMI et la Banque Mondiale passent donc à côté de l'essentiel à travers cet ordonnancement des objectifs qui explique, en grande partie, les difficultés des PAS à relancer l'économie. Ces institutions commettent l'erreur de penser que les enjeux et les mécanismes de politique économique peuvent être facilement transposés des pays

¹³ Ce désengagement permet de substituer, comme le précise Fontaine, à un opérateur déséquilibrant et réputé inefficace, «des mécanismes efficaces (car soumis à la sanction du marché) et auto-équilibrants (puisque le déficit privé est impensable à l'échelle macro-économique)». Voir: J.M. Fontaine, *op.cit*, p. 178.

¹⁴ Xavier Greffe, *op, cit*, p.178.

développés dans les pays en développement où l'objectif de stabilisation se joint nécessairement à celui du niveau d'investissement. Le mauvais ordonnancement des objectifs se double dans ces pays d'une affectation non rationnelle des instruments aux objectifs.

2.2- Une affectation non-rationnelle des instruments aux objectifs

L'affectation des instruments aux objectifs n'est pas des plus rationnelles. Non seulement elle ne repose pas sur des hypothèses réalistes, mais en plus elle relève d'un mauvais choix des instruments. Les hypothèses retenues par ces programmes sont notamment: a. l'existence d'un surplus stable et aisément prévisible, dégagé par le secteur privé, de telle sorte que le déficit du secteur public détermine entièrement la balance commerciale; b. l'existence des seuls déficits publics¹⁵.

Ces hypothèses ne nous semblent pas réalistes. Il est en effet peu probable que le secteur privé dégage, dans ces pays, un surplus stable en cette période de crise où il s'est plutôt endetté dans des proportions inquiétantes. Les déficits que connaissent ces derniers temps les pays africains au sud du Sahara et qui déterminent la balance des paiements relèvent aussi bien du secteur privé que du secteur public.

Pour ce qui concerne le choix des instruments, trois types de politiques sont envisageables en vue des équilibres internes et externes: a. une politique budgétaire restrictive, qui consiste principalement en la suppression des subventions et en la réduction des dépenses de l'Etat; b. une politique monétaire restrictive, qui porte sur le maniement de la masse monétaire et/ou celui du taux d'intérêt; c. la politique de change (dévaluation). Mais, étant donné que les mêmes instruments peuvent autant servir à la stabilisation interne (lutte contre l'inflation et le chômage) qu'à l'ajustement externe (équilibre de la balance extérieure), il se pose inévitablement un problème de choix que pourrait élucider le modèle théorique de Mundell-Fleming.

Le modèle de base, qui s'appuie sur le schéma ISLM usuel complété pour prendre en compte la balance des paiements, aboutit tout d'abord au tracé de la courbe FF sur un couple de valeurs taux d'intérêt-revenu¹⁶. Cette courbe exprime la condition d'équilibre extérieur

¹⁵ Voir: Jean-Marc Fontaine, *op.cit.* pp.177-178.

¹⁶ Deux éléments interviennent pour déterminer la pente de FF. Le premier est la propension marginale à importer dans le cadre de la balance courante. Plus elle est élevée, plus la pente de FF est accentuée. Le deuxième est le degré de mobilité des capitaux et surtout leur sensibilité à la variation des taux d'intérêt. Plus elle est grande, plus la pente de FF s'aplatit. Dans le cas où les capitaux sont internationalement mobiles et de ce fait sensibles aux variations des taux d'intérêt (i), FF sera horizontale. Si en revanche

$$dR/dt = B = X - M + K, \quad (1)$$

dont :

dR/dt = la variation par rapport au temps des réserves officielles;

B = le solde de la balance des paiements;

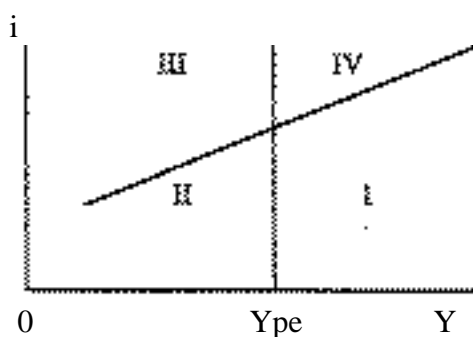
$X - M$ = le solde courant;

K = le solde des mouvements de capitaux.

La courbe FF est croissante ($di/dY > 0$)¹⁷. Au-dessus de FF, il y aura excédent, au-dessous de FF déficit.

En retenant comme objectif de politique économique le plein-emploi et l'équilibre extérieur, nous pouvons graphiquement représenter quatre situations de déséquilibre.

Figure 1
Typologie des déséquilibres à partir du couple de valeurs
revenu-taux d'intérêt.



Y_{pe} représente le niveau de revenu correspondant au plein-emploi. À gauche de la verticale d'abscisse Y_{pe} , il y a sous-emploi, à droite de cette verticale, il y a suremplei, assimilable à l'inflation.

À partir de la Figure 1, quatre situations de déséquilibre sont dès lors envisageables :

quadrant I : inflation et déficit externe;

quadrant II : chômage et déficit externe;

capitaux sont inélastiques, FF est une verticale et l'équilibre externe se réduit au seul solde de la balance des opérations courantes. Dans l'hypothèse d'une faible élasticité, la pente de FF sera très forte.

¹⁷ En supposant une augmentation du revenu, l'économie va faire davantage d'importation et la balance commerciale sera négative. Pour retrouver l'équilibre, il faut réaliser un nouvel excédent du côté des opérations en capital, et c'est un accroissement du taux d'intérêt qui peut le créer.

- quadrant III : chômage et excédent externe;
- quadrant IV: inflation et excédent externe.

Dans le cas où l'économie étudiée est en régime de changes fixes (cas des pays de la zone franc) et que les autorités refusent de dévaluer, le taux de change n'est pas un instrument de politique économique (FF ne se déplace pas). Il reste alors deux instruments : la politique monétaire et la politique budgétaire.

Du cadre ci-dessus, il est possible de grouper ces instruments deux par deux

- A- politique monétaire et politique budgétaire expansionnistes;
- B- politique monétaire et politique budgétaire restrictives;
- C- politique monétaire expansionniste et politique budgétaire restrictive;
- D- politique monétaire restrictive et politique budgétaire expansionniste.

En vertu du principe de Tinbergen, il est conseillé d'associer chaque couple d'instruments à la solution de chacune des quatre situations de déséquilibre. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les PAS recommandent les politiques du groupe B (politiques monétaire et budgétaire restrictives). Or, si ces politiques concourent par moments à la réalisation des deux équilibres (interne et externe) dans des situations d'inflation et de déficit extérieur (quadrant I), il en va autrement dans des situations de chômage et de déficit (quadrant II) que connaissent la plupart des pays africains sub-sahariens^{18, 19}. En effet, dans une situation de chômage et de déficit extérieur, l'emploi de B résoudra probablement le problème extérieur mais accroîtra le chômage²⁰. Le traitement du chômage exige un accroissement de la demande globale (à l'aide de la politique monétaire et budgétaire), ce qui entraîne une détérioration de la balance des paiements.

Ce dilemme s'explique par le fait que nous sommes en présence de deux objectifs (interne et externe) et fondamentalement d'un seul instrument, la politique de gestion de la demande globale avec ses variantes budgétaire et monétaire. «Il est souvent impossible, écrit Lindert, d'améliorer à la fois le niveau de la demande intérieure et la

¹⁸ Encore qu'un pays qui enregistre des déficits externes et où sévit l'inflation pourrait commencer par contracter la demande globale pour atteindre les deux objectifs d'un seul coup et constater ensuite qu'un objectif a été atteint avant l'autre. Ce qui l'expose à un nouveau dilemme. L'inflation pourrait aboutir à un chômage modéré avant que les déficits extérieurs ne soient éliminés.

¹⁹ Les pays de la zone franc souffrent moins d'inflation et la cadran I ne pose pas de problème. Seul le cadran II aboutit à des dilemmes de politique économique.

²⁰ Voir: P. Salin, *op, cit*, pp. 89-91.

balance des paiements en utilisant seulement des politiques de gestion de la demande globale»²¹.

Dans les pays qui connaissent un système de changes flexibles, il n'y a pas d'intervention sur le marché de changes. Seul l'objectif interne subsiste. Le niveau de réserves n'est pas un objectif de politique économique. Même si ces réserves servent comme encaisses transactionnelles. Il n'est donc pas nécessaire d'utiliser simultanément la politique monétaire et la politique budgétaire, une des deux suffit.

Les PAS reposent depuis plusieurs années presque exclusivement sur la politique monétaire²². Seulement, la politique monétaire ne peut atteindre le plein-emploi que dans le cas où les capitaux sont internationalement mobiles et sensibles aux variations des taux d'intérêt. Ce qui n'est pas toujours établi dans ces pays.

D'une manière générale, la thérapeutique prescrite par les PAS n'apparaît pas appropriée. En effet, ni une politique monétaire restrictive, ni une politique budgétaire restrictive ne sont aptes à garantir le plein-emploi dans les pays en développement. De plus, le niveau de l'investissement devenant un objectif essentiel, la détermination de ce niveau stratégique n'est pas aisée. Trop faible, il crée une tendance au déclin; s'il est trop élevé, il crée une tendance à l'inflation, à l'épargne forcée et au déséquilibre économique.

L'existence des dilemmes de politique économique recommande généralement le strict respect des règles traditionnelles d'affectation et notamment la règle de Mundell dont l'objet est de minimiser les effets pervers de chaque politique. Voyons ce qu'il en est dans les pays sous-développés.

3. L'Usage des règles traditionnelles d'affectation comme solution aux dilemmes

²¹ Lindert, *op.cit.* pp.609-610.

²² On a souvent pensé que la politique budgétaire était inefficace à court terme ou qu'elle ne pouvait être employée à cause des multiples contraintes qui pèsent sur son usage. En effet, la politique budgétaire a un jeu très compliqué dans la mesure où elle peut affecter la balance des paiements dans les deux sens. Dans un sens, il y aura un accroissement du budget entraîne un accroissement des importations donc une détérioration de la balance commerciale. Dans le deuxième, il y aura un accroissement des dépenses publiques relève les taux d'intérêt et de ce fait attire les capitaux extérieurs. La politique monétaire en revanche exerce une forte influence sur le revenu national, en ce sens qu'une expansion monétaire rend les emprunts plus faciles, ce qui se traduit par une baisse du taux de l'intérêt et un accroissement des dépenses.

Nous partirons du modèle Mundell-Fleming pour raisonner tout d'abord dans le cadre d'une économie où la modification du taux de change n'est pas envisageable. Ensuite, nous raisonnerons à partir du modèle d'Alphandery dans une économie où il est possible de manipuler le taux de change. Deux situations que l'on retrouve du reste dans les pays africains au sud du Sahara.

3.1- Le cas où la modification du taux de change n'est pas envisageable

Ce cas de figure se présente essentiellement dans les pays africains membres de la zone franc, hostiles à toute modification de la parité de leur monnaie (le franc CFA), où nous retenons les hypothèses suivantes: a. une économie très ouverte sur l'extérieur; b. un système de changes fixes; c. une rigidité des prix et des salaires à court terme; d. l'absence d'information en ce qui concerne la sensibilité de l'investissement et des capitaux aux taux d'intérêt. Dans ce cas, les deux instruments mobilisables (politique monétaire et politique budgétaire) donnent lieu, ainsi que nous l'avons vu plus haut, à des dilemmes aussi bien dans des situations de chômage et de déficit que dans celles d'inflation et de déficit. Pour contourner ces dilemmes, un pays doit, selon Lindert, soit abandonner un des deux objectifs (l'objectif de fixité de change ou l'objectif de contrôle de la demande intérieure), soit recourir à plus d'instruments de politique économique²³.

Deux solutions sont envisageables compte tenu de l'adhésion des Etats africains membres de la zone franc à la fixité des taux de change de leur monnaie²⁴. La première consiste à restructurer l'offre globale. Il s'agit à cet égard de prendre des mesures qui créent un revenu global et des emplois supplémentaires grâce au renforcement de la compétitivité. Malheureusement, les sources de croissance (les unités de production) ne réagissent pas ou peu à toute manipulation de l'Etat. L'intervention étatique donne très souvent lieu à un effet d'éviction qui fait dire à J.M. Fontaine que : «le contrôle des déséquilibres publics est la voie d'attaque première en faveur de la restructuration de l'offre. Or ce contrôle va nécessairement aboutir à un retrait de l'Etat»²⁵.

La deuxième façon de sortir de ce dilemme renvoie à Mundell et Fleming. Cette voie permet de gagner du temps et de contribuer aux objectifs interne et externe en utilisant les politiques conventionnelles de gestion de la demande globale. En ce sens, le dilemme chômage-déficit peut être résolu en utilisant les avantages comparatifs des deux armes de

²³ Voir: P. Artus, "Efficacité et limite de l'emploi de la politique budgétaire", *Revue Française d'Economie*, Volume 4, automne 1989, p.24; Xavier Greffe, *op. cit.*, p.244 et s. (23) Lindert, *op. cit.*, p. 612.

²⁴ 1 franc CFA vaut 0,020 franc français.

²⁵ J.M. Fontaine, *op.cit.*, p. 178.

la politique économique²⁶. Ce qui revient à affecter la politique budgétaire à la seule tâche de stabilisation (équilibre interne) et la politique monétaire à la maîtrise de la balance des paiements.

3.2 Le cas où la modification du taux de change est possible

Nous allons reprendre un modèle bien connu, exposé par Alphandery et l'adapter à la situation spécifique des pays en développement, en vue de montrer les conditions qui permettent d'affecter chacun des instruments à chacun des déséquilibres²⁷. Ce modèle s'applique à une petite économie, dans laquelle les taux d'intérêt et les prix du reste du monde sont des données et où l'équilibre complet est réalisé avec deux variables : le taux de change et le taux d'intérêt.

Face aux objectifs interne et externe, les instruments sont: a. La politique du taux de change; b. La politique de gestion de la demande à savoir; c. La politique monétaire, qui consiste en la variation des taux d'intérêt ou de la masse monétaire; d. la politique budgétaire (réduction des dépenses gouvernementales).

Retenons comme paramètres d'action en première hypothèse, la manipulation du taux d'intérêt et du taux de change. Pour simplifier, nous prendrons des fonctions de comportement linéaires et retiendrons dans un premier temps la relation entre le taux d'intérêt (i) et le taux de change (e) en vue de réaliser l'équilibre interne.

Nous partirons donc de l'équation de l'équilibre global en économie ouverte

$$Y+M=D_1+G+X. \quad (2)$$

d'où: Y = la Production Intérieure Brute;
 M = les importations;
 D1 = la demande intérieure privée (consommation + investissement);
 G = les dépenses publiques;
 X = les exportations.

²⁶ Ils soulignent qu'une politique monétaire expansionniste a plus de chance de réduire les taux d'intérêt qu'une politique budgétaire et a donc plus de chance de susciter cote sortie des capitaux. La politique monétaire a ainsi un avantage comparatif dans la maîtrise de la balance des paiements et la politique budgétaire un avantage comparatif dans sa capacité à influencer la demande globale.

²⁷ Voir: Alphandery, "Choix entre la politique monétaire et la manipulation du taux de change pour rétablir le plein emploi et l'équilibre de la balance des paiements", *Revue Economique*, novembre 1974, pp.1004-1027.

La demande intérieure est fonction du revenu (Y), du taux d'intérêt (i) et de la masse monétaire (Mm), soit :

$$D_1 = D_1(Y, i, Mm) \quad (3)$$

d'où :

$dD_1/dY > 0$, la demande intérieure croît avec le revenu;

$dD_1/di < 0$, la demande intérieure décroît avec le taux d'intérêt
(essentiellement par les investissements);

$dD_1/dMm > 0$, la demande intérieure croît avec la quantité de monnaie.

Pour simplifier, prenons la formulation linéaire de D_1 , soit :

$$D_1 = cY + bM - gi + P \quad (3bis)$$

avec $0 < c < 1$, c étant la propension marginale à consommer.

$b > 0$; $g > 0$; P, une constante.

En supposant, comme dans tous les modèles conjoncturels, que les importations sont un fonction croissante du revenu. En revanche - et contrairement à (hypothèse couramment admise qu'une dévaluation accroît les exportations et diminue les importations - nous retenons l'hypothèse qu'une dévaluation n'a aucun effet ni sur les volumes importés (parce qu'il n'y a pas de substitution possible avec la production nationale) ni sur les volumes exportés (parce que la demande internationale de produits de base est largement corrélée avec la croissance économique). Les élasticités-prix sont donc très faibles dans ces pays.

Le déficit commercial est alors croissant du PIB et également croissant du taux de change, soit :

$$(M-X) = Y + \beta e, \text{ avec } \beta > 0 \text{ et } \beta < 0.$$

En supposant que les dépenses publiques sont exogènes ($G=Go$), on déduit de la relation (1), la relation suivante :

$$Y + Y + \beta e = cY + bM - gi + Go + P;$$

d'où

$$Y = \frac{-gi + bMm - e + Go + P}{i - c} \quad (4)$$

Lorsque $Y = Y_{pe}$ (niveau de revenu de plein-emploi), la relation entre le taux de change (e) et le taux d'intérêt (i) qui préserve le plein-emploi est

$$e = \frac{-gi + bMm - Go - Y_{pe}(1 + c) + P}{\beta} \quad (5)$$

De cette relation on déduit que le taux de change (e) est une fonction décroissante du taux d'intérêt (i), (puisque $de/di = -(g/\beta) < 0$). Elle est représentative de l'équilibre interne (courbe XX). Au-dessus de XX, il y a inflation, au-dessous de XX, il y a chômage. La relation entre (i) et (e) peut également être retenue pour la réalisation de l'équilibre externe. Partons à cet effet de l'équilibre comptable de la balance des paiements:

$$(M-X) + (K_x - K_m) + R = 0 \quad (6)$$

avec : (M-X), le déficit commercial; $(K_x - K_m)$, le déficit de la balance des capitaux; or, R, la variation des réserves.

Pour que la relation comptable devienne une relation d'équilibre, autrement dit un objectif, il suffit de poser que les réserves restent constantes ($R = R_e$), ce qui donne:

$$(M-X) + (K_x - K_m) = 0. \quad (7)$$

Or, nous savons que les mouvements de capitaux internationaux sont déterminés par les différences d'intérêt. En supposant les taux à l'extérieur (i^*) donnés, nous pouvons écrire que lorsque i s'élève, K_x diminue et K_m augmente. Soit alors la relation de comportement :

$$K_x - K_m = -\mu i; \text{ avec } \mu > 0.$$

La relation (7) s'écrit alors

$$Y + \beta e + p - \mu i = 0 \quad (8)$$

La relation entre (e) et (i), qui préserve l'équilibre de la balance des paiements, est obtenue en remplaçant dans (8) Y par sa valeur dans (4). En effet, lorsque (e) et (i) sont modifiés, le niveau de production est affecté, ce qui modifie ipso facto le solde commercial. La relation qui détermine l'équilibre externe (courbe FF) est donc

$$e = \frac{-i \left[\frac{g + \mu(1 - c)}{1 - c} \right] - bMm - G_0 + P'}{(1 - c)} \quad (9)$$

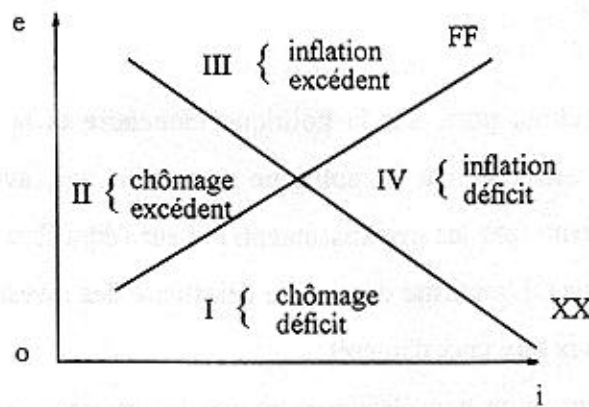
Comme $0 < c < 1$, de la relation ci-dessus on déduit

$$\frac{de}{di} = \frac{g + \mu(1 - c)}{(1 - c)} > 0.$$

Ce qui signifie que e est une fonction croissante de i.

Une représentation graphique permet de déterminer la position d'équilibre complet et une typologie des situations de déséquilibre envisageables.

Figure 3
Typologie des déséquilibres sur un couple de valeurs
Taux d'intérêt-taux de change.



Nous nous intéresserons alors à deux zones qui sont le reflet des déséquilibres des pays sous-développés: a. zone I : chômage et déficit; b. zone II : inflation et déficit. En prenant par exemple la première situation (chômage et déficit), il est facile de montrer que la modification des parités tout comme la politique monétaire et budgétaire peut servir à agir sur chacun des deux équilibres.

La nouvelle alternative, qui est une modification du taux de change d'une part, une politique monétaire (action directe sur la quantité de monnaie) ou budgétaire d'autre part, conduit à se poser deux questions essentielles: a. quelle affectation opérer? b. dans quel ordre faire appliquer ces politiques? La réponse à la première question est simple car il suffit, selon Alphantery, d'appliquer le principe de Mundell qui consiste à affecter chaque instrument à l'objectif pour lequel il a un impact plus grand.

Si le choix porte sur la politique budgétaire et la politique de taux de change, la politique budgétaire devra être affectée à l'équilibre interne et la manipulation des parités à l'équilibre externe. Dans le cas où le choix porte sur la politique monétaire et la politique de change, le problème est différent car la politique monétaire agit avec la même rapidité sur l'équilibre interne (par les investissements) et sur l'équilibre externe (par les mouvements de capitaux). L'intensité dépend de l'élasticité des investissements et des mouvements de capitaux aux taux d'intérêt.

Si les investissements sont peu élastiques et que les capitaux sont sensibles aux taux d'intérêt, - et c'est le cas courant dans les pays africains au sud du Sahara -il est préférable d'affecter la politique monétaire à l'équilibre externe et la modification des parités à l'équilibre interne. En revanche, si les investissements sont plus élastiques que les mouvements de capitaux, il faut l'affectation inverse. Compte tenu de la spécificité des économies en développement et de l'inefficacité de la politique de change quant à l'objectif externe, il est préférable pour ces pays, de rechercher la situation qui leur permet d'actionner la politique monétaire en vue de l'équilibre externe et la politique de change en vue de l'équilibre interne.

La réponse à la seconde question n'est pas aisée car nous n'avons pas d'information ni sur l'élasticité des capitaux, ni sur la sensibilité des investissements aux variations des taux d'intérêt. Nous pouvons donc recourir à la technique du cobweb qui recommande, selon E. Alphantery, de toujours «commencer par manipuler l'arme qui rapproche le système des deux équilibres à la fois» comme le montre la figure n° 4 ci-dessous²⁸.

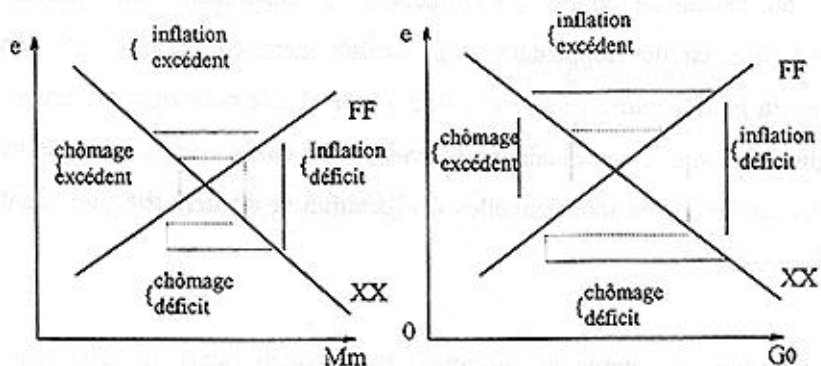
²⁸ *ibid*, p.1017.

Figure 4

Situation de chômage et de déficit.

Choix entre politique monétaire et politique de change.

Choix entre politique budgétaire et politique de change.



Dans ce cas de figure, la politique monétaire agit sur les équilibres interne et externe par l'intermédiaire de la variable Mm (quantité de monnaie). Cette transmission monétariste (action directe par la quantité de monnaie) nous semble beaucoup plus plausible dans les pays africains au sud du Sahara que celle des taux d'intérêt, parce que la sensibilité des mouvements de capitaux et des investissements aux taux d'intérêt n'est pas garantie.

La politique budgétaire agit quant à elle sur les deux équilibres des équations (5) et (9) par l'intermédiaire de Go²⁹. En fait, Go et Mm agissent dans le même sens à un facteur positif près: b. En généralisant les résultats que nous donnent ces figures, grâce à la technique du Cobweb, on conclut aisément qu'il est préférable de commencer à appliquer la politique monétaire ou budgétaire lorsque les déséquilibres sont en sens inverse et par la modification des parités si les déséquilibres vont dans le même sens. Ce qui revient à utiliser d'abord la politique de change dans les deux situations: situation de chômage et de déficit d'une part, situation d'inflation et de chômage d'autre part.

Conclusion

Nous venons de montrer que l'affectation des instruments aux objectifs initiée dans les pays en développement et particulièrement en Afrique sub-saharienne explique en grande partie l'échec des PAS parce qu'elle conduit à des dilemmes de politique économique inextricables. Il revient donc aux gouvernements de ces pays de respecter les règles traditionnelles d'affectation et d'antériorité pour contourner ces dilemmes. La prise en compte des principes traditionnels, ainsi que l'intégration des modifications de

²⁹ *ibid*, p. 1020.

structures indispensables devraient prévaloir, aujourd'hui plus qu'hier, dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques économiques appropriées pour le plus grand bien des populations de ces pays.

Bibliographie

- Alphandery, E., "Choix entre la politique monétaire et la manipulation du taux de change pour rétablir le plein emploi et l'équilibre de la balance des paiements", *Revue Economique*, novembre, 1974, pp. 1004-1027.
- Alphandery, E., Delsupehe G., *Les politiques de stabilisation*, PUF, Paris, 1974.
- Artus, P., "Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire", *Revue Française d'Economie*, Vol IV, 4, automne, 1989.
- Benard, J., "Conflits et choix dans l'élaboration de la politique économique", *Revue Economique*, septembre, 1962, pp. 701-735.
- Benassy, J.P., *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Dunod, Paris, 1984.
- Bürgenmeier B., *Analyse et politique économique*, Economica, Paris, 1985.
- Dornbusch, R., et Fisher, S., "Exchange rate and the current account", *American Economic Review*, 1980.
- Dornbusch, R., Leslie, F., Helmres, C.H., *The Open Economy, Tools Policymakers in Developing Countries*, Oxford University Press, 1987.
- De Boissieu, C., *Principes de politique économique*, Economica, Paris, 1980.
- Fleming, J. M., "Domestic Financial Policies under Fixed and under Floating Exchange Rates", *IMF, Staff Papers*, IX, November, 1962, pp. 369-380.
- Fontaine, J.M., "Diagnostics et remèdes proposés par le FMI pour l'Afrique, quelques points critiques", *Revue Tiers Monde*, n° 117, janvier-mars, 1987, pp.175-186.
- Frenkel, J. et Razin, A., "The Mundell-Fleming Model a Quater Century Later : A Unified Exposition", *IMF, Staff Papers*, juin, 1988.
- Grefte, X., *Politique économique*, Economica, Paris, 1991.
- Guillaumont, P., "Elasticités critiques et dévaluation en économie sous-développée", *Revue Economique*, 1972, pp.1174-1183.
- Institut du FMI, *Programmation financière*, Vol I et II, Colloque sur la programmation financière, Libreville, 1989.
- Lindert, P.H., *Economie Internationale*, 5ème édition, Economica, Paris, 1989.
- Mundell, R.A., *International Economics*, McMillan, New York, 1968.
- Salin, P., *Economie Internationale*, A. Colin, Paris, 1974.
- Tinbergen, J., *Techniques modernes de la politique économique*, Dunod, Paris, 1961.